

# Economics IN FOCUS

October 19, 2023

## Que faut-il croire? L'utilisation des données provinciales pour évaluer l'incidence économique de l'immigration

by Andrew Grantham [andrew.grantham@cibc.com](mailto:andrew.grantham@cibc.com) and Katherine Judge [katherine.judge@cibc.com](mailto:katherine.judge@cibc.com)

De nombreuses opinions divergentes se sont fait entendre quant à l'incidence économique de l'immigration sur l'économie canadienne, ce qui témoigne de la difficulté de se faire une idée sur la question. L'augmentation rapide de la population alimente-t-elle l'inflation, non seulement dans le secteur de l'habitation, mais dans d'autres secteurs aussi? L'immigration est-elle responsable de la baisse du PIB par habitant, du fait que nous plaçons un trop fort accent sur la recherche de main-d'œuvre supplémentaire, plutôt que d'essayer d'accroître la productivité?

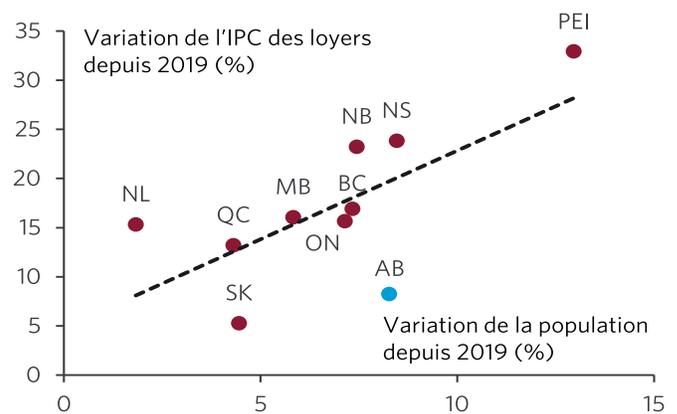
Nous remettons en question certaines de ces hypothèses au moyen de l'utilisation de données provinciales. Nous en concluons que, même si la croissance de la population a une incidence claire sur les coûts du logement, il existe bien moins de signes indiquant qu'elle a des répercussions sur l'inflation de manière plus générale, ou qu'elle érode le PIB par habitant. En réalité, c'est l'inverse qui s'avère exact dans certaines régions du pays, l'immigration contribuant à la croissance de certaines économies provinciales, malgré le vieillissement de la population.

### Une inflation qui va au-delà des prix de l'habitation?

Il nous faut cependant commencer par reconnaître l'évidence : la croissance de la population fondée sur l'immigration fait grimper les loyers (Graphique 1). Trois des provinces qui ont enregistré les plus fortes augmentations de population depuis 2019 ont aussi connu la plus forte hausse des coûts du logement : l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. L'Alberta est un cas un peu particulier, car sa population a également affiché une croissance rapide; en revanche, son économie a souffert plus que celle d'autres provinces avant et pendant la pandémie, lorsque les prix du pétrole étaient bas. Plus récemment, les prix de l'habitation et l'inflation des loyers ont rattrapé leur retard.

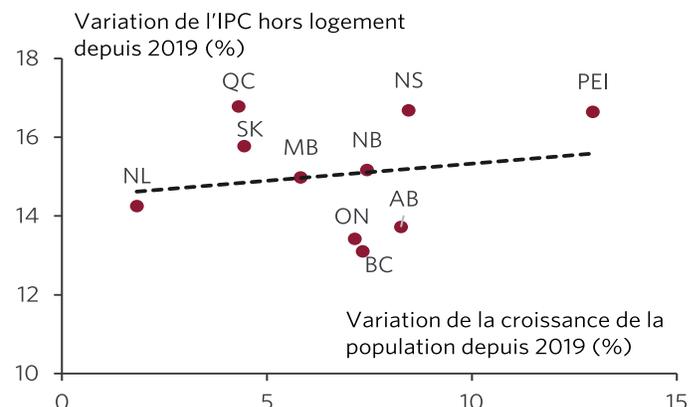
Cela dit, nous ne trouvons aucun lien évident entre la croissance de la population et l'inflation, hors logement (Graphique 2). Dans d'autres catégories, il est possible que les effets déflationnistes de l'immigration, grâce à l'amélioration de la

Graphique 1: La croissance de la population a participé à l'augmentation des loyers partout au Canada



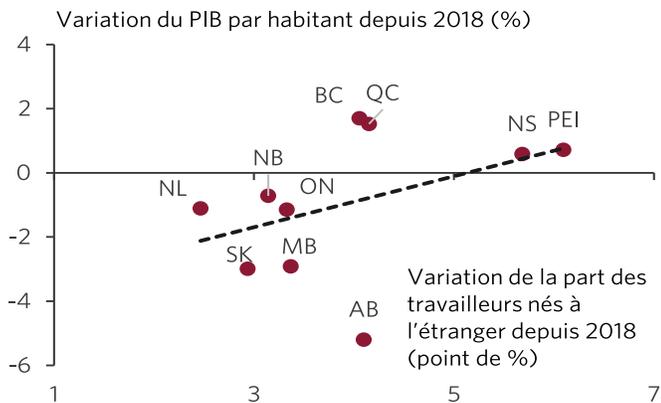
Source: Statistics Canada, CIBC

Graphique 2: Peu de signes pointent vers une corrélation entre croissance de la population et inflation, hors logement



Source: Statistics Canada, CIBC

**Graphique 3: L'immigration est vaguement liée à la vigueur du PIB par habitant**



Source: Statistics Canada, CIBC

disponibilité de la main-d'œuvre, compensent la hausse des prix engendrée par une demande accrue de biens et services. Le Québec, dont la croissance démographique a été plus faible que la moyenne en raison de ses limites plus strictes en matière d'immigration, a connu le taux d'inflation le plus élevé. Cette situation pourrait s'expliquer par la pénurie de main-d'œuvre et le taux très élevé de postes vacants qui, de façon générale, a perduré ces dernières années dans cette province. En revanche, en Alberta, le taux d'inflation hors logement a été relativement faible, malgré une augmentation rapide de la population.

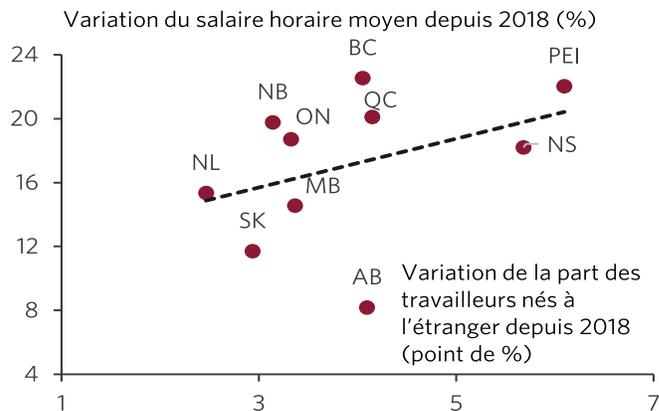
### Un PIB par habitant qui plafonne?

En ce qui concerne l'incidence de l'immigration sur le PIB, peu de gens (espérons-le) nieraient son caractère positif au niveau global. Après tout, le taux de croissance de la population active et la productivité sont des facteurs clés du potentiel économique d'un pays ou d'une province. Lorsque la population croît plus rapidement, il en va généralement de même pour la population active.

Toutefois, de plus en plus de théories expliquent que l'immigration ne serait pas favorable au PIB par habitant : une population plus nombreuse maintiendrait les salaires à la baisse, décourageant potentiellement les investissements des entreprises visant à améliorer la productivité, ce qui diluerait par conséquent la richesse moyenne des ménages.

Sur le plan provincial, nous trouvons peu de preuves avérant ces hypothèses. En comparant la croissance du PIB par habitant, les salaires et les intentions de placement à la variation de la proportion de travailleurs nés à l'étranger dans la population active, on constate une légère corrélation positive pour chacun de ces éléments (Graphiques 3 à 5). Cette observation laisse à penser qu'une proportion accrue d'immigrants sur le marché du travail peut en réalité avoir une incidence positive sur le PIB par habitant, et qu'elle ne décourage pas nécessairement l'investissement ni ne réduit inévitablement les salaires.

**Graphique 4: L'accroissement de l'offre de main-d'œuvre attribuable à l'immigration ne freine pas la croissance des salaires**



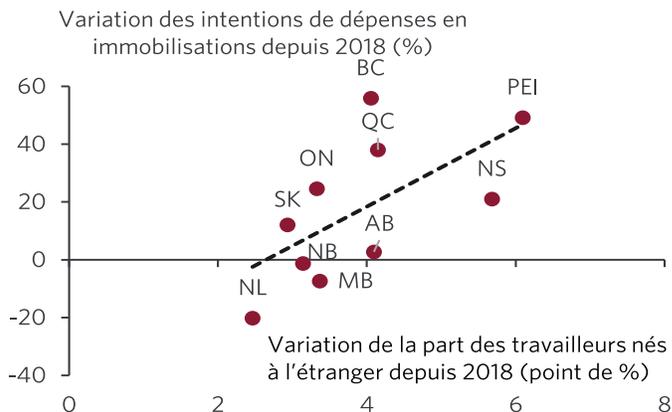
Source: Statistics Canada, CIBC

Il est vrai, toutefois, que la corrélation n'est pas particulièrement forte et qu'il existe des divergences considérables d'un bout à l'autre du pays. La Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard, de même que le Québec et la Colombie-Britannique, semblent avoir nettement profité, en ce qui concerne le PIB par habitant, de la proportion accrue de travailleurs nés à l'étranger au sein de la population active. En revanche, en Alberta, bien que la population active née à l'étranger ait également fortement augmenté, on observe une baisse du PIB réel par habitant.

### Pourquoi une telle divergence?

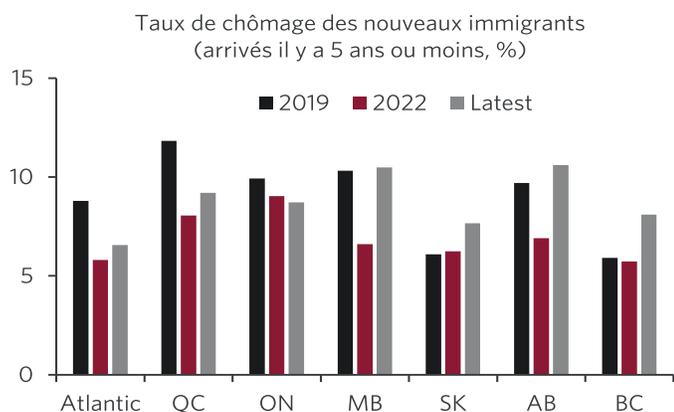
La faiblesse du PIB par habitant en Alberta reflète, au moins en partie, le fait que moins de personnes travaillent désormais dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, lesquels augmentent généralement davantage le PIB par heure travaillée que les autres secteurs. Après avoir représenté près de 8 % de l'emploi total dans la province en 2014, atteignant ainsi un sommet, les effectifs dans ce secteur ont diminué pour ne constituer plus que 6 % de la population active totale avant

**Graphique 5: La hausse du nombre de travailleurs nés à l'étranger est corrélée positivement avec les intentions de placement**



Source: Statistics Canada, CIBC

**Graphique 6: Les immigrants s'intègrent plus rapidement au Canada atlantique**



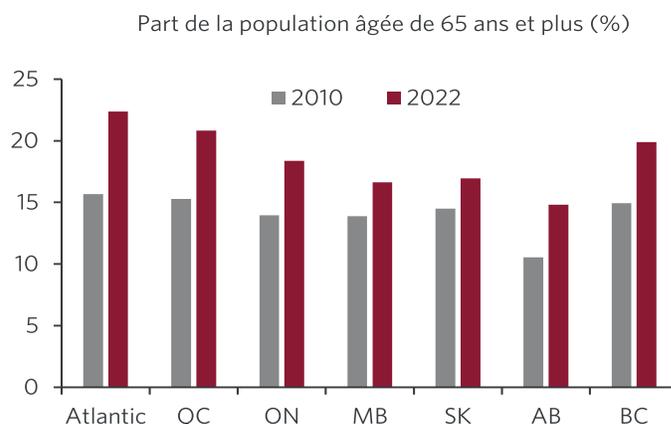
Source: Statistics Canada, CIBC

la pandémie. Ce chiffre s'est établi à un peu plus de 5 % plus récemment.

Toutefois, certains signes montrent aussi que certaines régions du pays ont plus de facilité à accueillir de nouveaux immigrants sur le marché du travail. Dans la région de l'Atlantique, le taux de chômage des nouveaux immigrants demeure beaucoup plus bas qu'il ne l'était avant la pandémie, même s'il a augmenté quelque peu récemment en raison du ralentissement de l'économie. Alors que le taux de chômage des nouveaux immigrants au Québec figurait auparavant parmi les plus élevés du pays, ce n'est désormais plus le cas (Graphique 6). En revanche, l'Alberta et le Manitoba, qui se classent en queue de peloton pour ce qui est de la croissance du PIB réel par habitant depuis 2018, affichent actuellement les taux de chômage les plus élevés pour les nouveaux immigrants.

Cette observation ne devrait pas constituer le reflet d'un assouplissement de la demande dans certaines régions du pays en raison de la hausse des taux d'intérêt. Étant donné le niveau d'endettement des ménages, l'Ontario et la Colombie-Britannique devraient être les provinces les plus touchées par la hausse des taux d'intérêt, plutôt que l'Alberta, le Manitoba et les provinces de l'Atlantique. Cette situation pourrait donc plutôt résulter des différences entre les provinces en ce qui concerne l'âge des populations nées au Canada. Les provinces de l'Atlantique, ainsi que le Québec, comptent depuis un certain

**Graphique 7: L'immigration aide à contrebalancer le vieillissement de la population**



Source: Statistics Canada, CIBC

temps les populations les plus âgées et, par conséquent, ce sont elles qui profiteraient le plus d'un nouvel afflux d'immigrants en âge de travailler (Graphique 7). En revanche, les populations de l'Alberta et du Manitoba se classent parmi les plus jeunes et ces provinces comptent donc moins de retraités, ce qui limite l'ouverture de postes aux nouveaux immigrants.

### Que faut-il croire?

L'analyse que nous avons effectuée à l'échelle provinciale montre pourquoi il est complexe d'évaluer l'incidence économique de l'immigration sur l'économie canadienne dans son ensemble. Bien qu'il existe des preuves évidentes que la croissance de la population augmente le prix de l'habitation et l'inflation des loyers, il est peu probable qu'elle entraîne des tensions inflationnistes dans d'autres secteurs.

La répartition par province ne prouve pas que la croissance rapide de la population contribue de façon importante à la faiblesse du PIB par habitant observée. Dans certaines régions du pays, l'afflux de nouveaux travailleurs a peut-être été trop important, trop tôt; mais dans d'autres, il a contribué à compenser le vieillissement de la population, ce qui a stimulé la croissance du PIB global et du PIB par habitant.

## Contacts:

Avery Shenfeld  
[avery.shenfeld@cibc.com](mailto:avery.shenfeld@cibc.com)

Benjamin Tal  
[benjamin.tal@cibc.com](mailto:benjamin.tal@cibc.com)

Andrew Grantham  
[andrew.grantham@cibc.com](mailto:andrew.grantham@cibc.com)

Ali Jaffery  
[ali.jaffery@cibc.com](mailto:ali.jaffery@cibc.com)

Katherine Judge  
[katherine.judge@cibc.com](mailto:katherine.judge@cibc.com)

CIBC Capital Markets  
PO Box 500  
161 Bay Street, Brookfield Place  
Toronto, Canada, M5J 2S8  
[Bloomberg @ CIBC](#)

[economics.cibccm.com](http://economics.cibccm.com)

CIBC World Markets Inc., CIBC World Markets Corp., CIBC World Markets Plc., CIBC Australia Limited and certain other corporate banking and capital markets activities of Canadian Imperial Bank of Commerce operate under the brand name CIBC Capital Markets.

This report is issued and approved for distribution by (a) in Canada, CIBC World Markets Inc., a member of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada, the Toronto Stock Exchange, the TSX Venture Exchange and a Member of the Canadian Investor Protection Fund, (b) in the United Kingdom, CIBC World Markets plc, which is regulated by the Financial Services Authority, and (c) in Australia, CIBC Australia Limited, a member of the Australian Stock Exchange and regulated by the ASIC (collectively, "CIBC") and (d) in the United States either by (i) CIBC World Markets Inc. for distribution only to U.S. Major Institutional Investors ("MII") (as such term is defined in SEC Rule 15a-6) or (ii) CIBC World Markets Corp., a member of the Financial Industry Regulatory Authority. U.S. MIIs receiving this report from CIBC World Markets Inc. (the Canadian broker-dealer) are required to effect transactions (other than negotiating their terms) in securities discussed in the report through CIBC World Markets Corp. (the U.S. broker-dealer).

This report is provided, for informational purposes only, to institutional investor and retail clients of CIBC World Markets Inc. in Canada, and does not constitute an offer or solicitation to buy or sell any securities discussed herein in any jurisdiction where such offer or solicitation would be prohibited. This document and any of the products and information contained herein are not intended for the use of private investors in the United Kingdom. Such investors will not be able to enter into agreements or purchase products mentioned herein from CIBC World Markets plc. The comments and views expressed in this document are meant for the general interests of wholesale clients of CIBC Australia Limited.

This report does not take into account the investment objectives, financial situation or specific needs of any particular client of CIBC. Before making an investment decision on the basis of any information contained in this report, the recipient should consider whether such information is appropriate given the recipient's particular investment needs, objectives and financial circumstances. CIBC suggests that, prior to acting on any information contained herein, you contact one of our client advisers in your jurisdiction to discuss your particular circumstances. Since the levels and bases of taxation can change, any reference in this report to the impact of taxation should not be construed as offering tax advice; as with any transaction having potential tax implications, clients should consult with their own tax advisors. Past performance is not a guarantee of future results.

The information and any statistical data contained herein were obtained from sources that we believe to be reliable, but we do not represent that they are accurate or complete, and they should not be relied upon as such. All estimates and opinions expressed herein constitute judgments as of the date of this report and are subject to change without notice. This report may provide addresses of, or contain hyperlinks to, Internet web sites. CIBC has not reviewed the linked Internet web site of any third party and takes no responsibility for the contents thereof. Each such address or hyperlink is provided solely for the recipient's convenience and information, and the content of linked third-party web sites is not in any way incorporated into this document. Recipients who choose to access such third-party web sites or follow such hyperlinks do so at their own risk.

© 2023 CIBC World Markets Inc. All rights reserved. Unauthorized use, distribution, duplication or disclosure without the prior written permission of CIBC World Markets Inc. is prohibited by law and may result in prosecution.

The CIBC logo and "CIBC Capital Markets" are trademarks of CIBC, used under license.